

Critique de l'Office européen des brevets Des brevets sans valeur ?

26.05.2023 - 00:00 heures

Photo : imago/STL

Pour augmenter ses revenus, l'Office européen des brevets accorde des brevets douteux, disent les critiques. Transparency International voit des structures qui favorisent la corruption.

Thomas Magenheim

L'exemple décrit par le conseil en brevets munichois permet de comprendre de quoi il s'agit. Une entreprise pharmaceutique a développé une pilule contre la stérilité, l'a fait protéger auprès de l'[Office européen des brevets](#) (OEB) et a investi dans sa commercialisation. C'est alors qu'un rival s'est lancé sur le marché avec un plagiat présumé. Le titulaire du brevet a porté l'affaire devant les tribunaux et a perdu. Le prétendu imitateur a pu présenter un brevet américain que les examinateurs d'Epa n'avaient pas vu. Son droit de protection était donc sans valeur. "Dans les cas extrêmes, cela peut entraîner des dommages de plusieurs millions", explique le conseil en brevets, qui souhaite rester anonyme. Il travaille pour l'un des plus grands cabinets de brevets d'Europe. Rien que le dépôt de brevet pour plusieurs pays engloutit une somme à six chiffres et plusieurs fois plus si l'on investit encore dans la production en se fiant au brevet. Les mauvaises recherches sont systématiques, dénonce l'expert. Les examinateurs sont encouragés à délivrer toujours plus de brevets, car cela maximise les recettes de l'Office. La recherche de qualité n'est pas prise en compte.

Michael Heisel accroche les dysfonctionnements encore plus haut. "Nous voyons dans l'Epa des problèmes structurels qui facilitent la [corruption](#)", déclare le chef bavarois de l'organisation anti-corruption [Transparency International](#). L'un des éléments de ce problème est le conseil d'administration de l'Epa, dans lequel 39 pays européens sont représentés et qui est censé contrôler la gestion du bureau. Mais cela est remis en question en raison d'un conflit d'intérêts, prévient Heisel. D'une part, l'Office se charge de l'examen des brevets pour de nombreux pays. D'autre part, les Etats reçoivent une partie des recettes de l'Office pour les brevets délivrés. "L'instance de contrôle

Le conseil d'administration n'est pas indépendant de la personne à contrôler, cela ne peut pas bien se passer", critique Heisel. Les instructions de service de l'Epa soutiennent ce point de vue. "La productivité doit s'améliorer, très vite, . . . parce que la productivité est la seule chose qui garantit que notre fiche de paie sera prête le 26.

chaque mois", écrit un directeur de l'Epa. La clarté d'un brevet n'est pas une priorité, la hauteur inventive ne doit pas être examinée de manière approfondie, poursuit le texte. Il doit être examiné rapidement, faire l'objet d'une décision positive et être largement reconnu, cela signifie.

Siemens fait également partie des critiques

Le responsable des brevets chez Siemens, Beat Weibel, n'apprécie pas non plus cette pratique. Son groupe est le plus grand déposant de brevets allemand et l'initiateur d'une initiative industrielle portant l'abréviation IPQC. Vingt grands groupes internationaux comme Siemens, Bayer ou Nokia, mais aussi des entreprises plus petites, se sont unis parce qu'ils craignent une protection efficace

des brevets. "Nous n'avons rien en main si les examinateurs de brevets ne trouvent pas l'état de la technique et s'ils ne peuvent effectuer que des recherches incomplètes en raison de la pression du temps exercée en interne", déplore Weibel. Siemens a également fait une expérience similaire avec les brevets Epa. Des représentants de l'IPQC et de l'Office 2023 se sont rencontrés à deux reprises pour discuter des problèmes et y remédier. Mais cela échoue déjà au niveau de la sensibilisation.

"Le

La direction de l'Office a nié tout défaut de qualité", regrette le Siemensien. Le site Les critiques restent silencieuses. "Nous vous prions de bien vouloir comprendre que l'Epa ne souhaite pas prendre position à ce sujet", explique laconiquement un porte-parole interrogé.

Les données parlent un langage clair. Ainsi, Siemens a documenté en interne une augmentation d'un tiers du temps consacré aux demandes de brevet au cours de la dernière décennie. Parallèlement, selon les statistiques internes de l'Epa, le temps à disposition des examinateurs pour chaque recherche de brevet a presque diminué de moitié, ce qui signifie que l'on a assisté à une évolution inverse. En conséquence, ceux qui contestent les brevets ont de plus en plus de succès. Selon Siemens, le taux de révocation est passé de 41 à 46 % entre 2015 et 2021. Pour 2022, une étude de la chaire de propriété intellectuelle de l'université d'Osnabrück a déterminé un taux de révocation de la chambre de recours de l'Epa de près de 50 %. Près de 40 pour cent des brevets contestés ont fait l'objet d'une limitation marginale ou substantielle. Il est frappant de constater que moins d'une révocation sur dix repose sur des documents qui ne se trouvent pas dans la base de données des brevets de l'Epa, écrivent les auteurs de l'étude. Dans neuf cas sur dix, le brevet n'aurait donc pas dû être délivré.

Les plaintes internes n'ont pas été entendues

"Nous avons besoin de brevets fiables, et pour cela les examinateurs ont besoin de suffisamment de temps et d'expérience", souligne un expert en brevets du groupe pharmaceutique Roche en Suisse. Lui aussi est membre de l'IPQC. Epa - Les représentants du personnel soutiennent les reproches de l'industrie et de la recherche. A l'extérieur, la direction de l'office affirme que tout est en ordre et minimise les défauts de qualité ou les ignore complètement, expliquent-ils. Seuls quatre auditeurs sur cinq quittant leur poste sont remplacés malgré l'augmentation du travail. Les plaintes internes selon lesquelles cela se fait au détriment de la qualité de la recherche n'ont pas été entendues.

"L'Office doit veiller à ce qu'il y ait plus d'examineurs et plus de temps d'examen", demande également le conseil en brevets munichoïse. Plusieurs grands cabinets de brevets ont envoyé une lettre incendiaire à l'Office il y a quelques années.

qui dénonçait la baisse de la qualité des brevets. Cela a été nié par l'office. "Il ne s'est rien passé", regrette l'expert. Tout comme Transparency International, il considère que le conseil d'administration de l'Epa pose problème.

Lorgner sur les redevances de brevets

"Il y a des États pour lesquels il s'agit d'une source de revenus importante", déclare Weibel en critiquant l'action de l'organe de contrôle et son penchant pour les redevances de brevets. Les titulaires de brevets l'ont également compris et l'utilisent à leur profit. Il s'agit de déposants qui demandent des droits de protection pour des brevets superficiels, qui sont également accordés en cas de contrôle insuffisant, explique Heisel. Ces brevets bloquent ensuite les concurrents. "La Chine, en particulier, dépose un grand nombre de brevets et si ceux-ci ne sont pas examinés avec soin, les entreprises allemandes risquent de perdre des opportunités d'innovation.

met en garde Heisel. C'est aussi pour cette raison que l'IPQC reste obstinée. "Nous n'abandonnons pas", promet Weibel dans la lutte pour la qualité des brevets.

Office européen des brevets

Organisation

L'Office européen des brevets (OEB), dont le siège est à Munich, est une organisation supranationale et non une organisation de l'UE, qui n'est soumise que de manière très limitée à la juridiction de l'Etat allemand où elle a son siège. La direction de l'Office, sous la présidence d'Antonio Campinos, est contrôlée par le Conseil d'administration de l'OEB. Il est composé de

représentants des 39 États européens membres de l'Union européenne.

Convention sur le brevet européen. Ces représentants sont généralement les chefs des offices nationaux de brevets. Pour l'Allemagne, c'est un secrétaire d'Etat à la justice qui y siège.

Brevets

Ce sont surtout les demandes de brevets en provenance de Chine qui sont en hausse depuis des années auprès de l'Office européen des brevets. En 2022, l'augmentation sur cette base a été de plus de 15%, avec plus de 19 000 demandes de protection déposées par des inventeurs chinois. À titre de comparaison, les demandes en provenance des États-Unis n'ont augmenté que de 3 % pour atteindre un peu plus de 48 000 demandes, et celles en provenance d'Allemagne ont diminué de près de 5 % pour atteindre 24 684 inventions. Mais ces chiffres ne disent rien sur la qualité de ces dernières.